

Octobre 2024

Manifeste

Forum citoyen sur le système de santé



« Nous appelons à passer d'un système de soins à un système de santé. »

Préambule

En Suisse, les évolutions du système de santé échappent largement au contrôle démocratique. La répartition des ressources financières – plus de 90 milliards de francs alloués chaque année aux dépenses de santé – découle principalement de la confrontation d'intérêts contradictoires entre différents lobbies et entités aux préoccupations divergentes. Assurances maladie, établissements de soins, entreprises pharmaceutiques et monde médical débattent des priorités du système de santé sans que les citoyennes et citoyens soient sollicité·e·s ou impliqué·e·s dans les décisions. Ces dernier·ère·s assistent ainsi, impuissant·e·s, à l'inexorable croissance des coûts de la santé et des primes d'assurance maladie et à l'incapacité du système à se réformer. Face à ce constat, la Fondation Leenaards a initié, en juin 2024, une consultation citoyenne sur le système de santé, en collaboration avec l'association Demoscan, experte en démocratie délibérative. Cette démarche participative vise à redonner aux citoyennes et citoyens un rôle actif dans les discussions et priorités qui façonnent le système de santé.

Près de 25 personnes, sélectionnées pour représenter la diversité de la population romande, ont ainsi participé à un forum citoyen autour des questions suivantes : ***pourquoi le système de santé ne semble-t-il plus optimal ? Quels sont les problèmes actuels ? Quels en sont les principaux enjeux ? Et qu'est-ce qui vous touche particulièrement ?***

Les débats ont été menés et animés par le Professeur Nenad Stojanović (Université de Genève) et la facilitatrice Christiane Amici Raboud, de l'association Demoscan.

Dans un cadre neutre, après avoir échangé sur les principaux enjeux avec des expert·e·s (des représentant·e·s du monde médical, des assurances, du milieu académique et des patient·e·s), les personnes engagées dans le processus ont pu partager leurs préoccupations et débattre librement. Elles ont ensuite, de manière consensuelle, défini les thématiques considérées comme prioritaires et approfondi les discussions pour formuler des pistes concrètes visant à transformer le système de santé.

Sans intervention ni influence sur le contenu du manifeste qui suit, la Fondation Leenaards espère que cette initiative constituera une première pierre dans la construction collective d'un dialogue renouvelé entre les citoyennes et citoyens et les acteurs du système de santé, en vue de bâtir un système plus équitable, durable et à l'écoute des besoins réels de la population.

Comme d'autres acteurs de la philanthropie, la Fondation Leenaards s'engage en faveur du bien commun, notamment dans le domaine de la santé. Elle promeut également une citoyenneté active, permettant à la population de contribuer aux processus décisionnels qui la concernent, renforçant ainsi un système démocratique indispensable au vivre-ensemble.

Convaincue que la parole de chacun·e compte, la Fondation cherche ainsi à favoriser les conditions d'un dialogue citoyen dans le domaine de la santé, et elle s'engage à porter cette parole le plus loin possible.

Rôle du médecin généraliste pour une meilleure prise en charge des patients

Introduction

Notre système de santé actuel fait face à des défis majeurs: la hausse des coûts, les inégalités d'accès, la pénurie de personnel et un manque de transparence. Ces difficultés mettent en péril la qualité, l'équité et la pérennité des soins. Conscients de ces dysfonctionnements, nous, un groupe de 24 citoyennes et citoyens, avons décidé de nous mobiliser pour réfléchir collectivement à des solutions concrètes et rédiger ce présent manifeste.

La participation citoyenne est au cœur de notre démarche. Par cet engagement, nous espérons ouvrir la voie à une réflexion approfondie et à des actions concrètes visant à améliorer durablement notre système de santé. Ce manifeste reflète nos préoccupations, priorités et propositions pour un système plus juste, plus inclusif et à l'écoute des besoins de la population.



Propositions

1. Valoriser la fonction de médecin généraliste.
2. Garantir la formation d'un nombre suffisant de médecins généralistes pour faire face à la pénurie annoncée, par exemple en mettant fin au *numerus clausus*.
3. Permettre au médecin généraliste de gérer le temps de ses consultations afin d'acquérir une connaissance approfondie de son patient, dans sa globalité. Le médecin généraliste assure ainsi un suivi adéquat et oriente si nécessaire vers d'autres compétences, y compris les médecines complémentaires et intégratives, c'est-à-dire toutes les approches ayant une base scientifique reconnue, mais qui ne sont pas prises en considération par la médecine conventionnelle. Pour ce faire, introduire, par exemple, une modification de la tarification médicale afin de valoriser la pertinence des soins au lieu du volume des prestations.
4. Offrir la possibilité de consulter directement certains spécialistes, à l'instar des gynécologues et des ophtalmologues, comme les dermatologues ou les psychiatres.
5. Respecter strictement la déontologie du corps médical, notamment face aux intérêts financiers et à la pression exercée par l'industrie pharmaceutique.
6. Sensibiliser les médecins généralistes à limiter les examens techniques coûteux et la surmédication systématique, en valorisant plutôt la consultation.

Pourquoi c'est important :

- Le médecin généraliste est le médecin de référence.
- Il faut un encadrement adéquat pour le médecin et le patient.
- Il faut une prise en charge globale et éthique du patient.

Promotion de la santé

Propositions

1. Tenir compte de l'être humain dans sa globalité (santé physique et mentale), traiter les causes et non pas uniquement les symptômes, et favoriser un mode de vie et un environnement sains :
 - par la promotion du bien-être ;
 - par des évaluations cliniques, sociales et environnementales ;
 - en incluant la prévention nécessaire pour encourager des comportements sains, impliquant plusieurs acteurs (école, entreprise, EMS, etc.) ;
 - par des cours de cuisine saine ou d'activité physique ;
 - par une amélioration de la qualité de l'eau et de la nourriture ;
 - en favorisant la connexion avec la nature, par exemple en intégrant des espaces verts dans les quartiers ;
 - en sensibilisant à la réduction de l'exposition et de la consommation de produits qui peuvent nuire à la santé mentale et physique.
2. Intégrer dans l'enseignement du corps médical une écoute empathique des besoins physiques et mentaux de la population, au lieu de prescrire systématiquement des médicaments sans considération de l'ensemble des causes potentielles des maladies.
3. Sensibiliser le monde académique, les médecins et autres corps de métier liés à la santé, à l'importance de la prévention et promotion de la santé par un style de vie et un environnement sains (et non pas uniquement par des soins pharmaceutiques).
4. Faciliter des processus de guérison complète au sein de la population grâce aux approches allopathique et holistique (thérapie naturelle, médecine douce et complémentaire avec une base scientifique reconnue), avec des collaborations et prescriptions coordonnées entre professionnels de santé qualifiés dans les différents domaines (physiques et mentaux).
5. Créer des espaces d'accueil et d'échange d'expériences bienveillants entre patients et prestataires, afin de faciliter le suivi et de fournir un retour qui permette d'améliorer le traitement des futurs patients (par exemple, Centre d'accueil et de soutien en autisme – CASA ou associations de patients qui donnent la parole aux patients).
6. Il est crucial de traiter le stress, en privilégiant des méthodes autres que médicamenteuses.

Pourquoi c'est important :

- Prioriser le bien-être du patient et limiter les soins médicamenteux.
- Traiter le patient avec dignité et non comme un objet commercial.
- Prendre en compte la santé mentale, si importante pour notre vie en société.

Dossier électronique du patient (DEP)

Propositions

1. Créer un dossier électronique du patient (DEP) au niveau fédéral regroupant tous les actes médicaux auxquels le patient a été confronté, dans le but de gagner en coordination tout au long du parcours de soins et d'améliorer la prise en charge des différents acteurs (médecins généralistes et spécialistes, hôpitaux, etc.).
2. Promouvoir le dossier électronique du patient (DEP) pour une meilleure centralisation et transmission des données entre les différents prestataires de santé ; ce « dossier patient » est destiné uniquement à l'usage du patient et du corps médical, excluant *de facto* les assureurs maladie.
3. Intégrer systématiquement dans le DEP les rapports des spécialistes consultés.

Pourquoi c'est important :

- Disposer de toutes les informations relatives à la santé du patient.
- Optimiser la qualité de la prise en charge par une vision globale et la transmission de données entre prestataires de santé.
- Supprimer le doublon de certains actes médicaux, ce qui diminuerait les coûts.

Cadre légal du système de santé

Propositions

1. Changer le système de primes pour qu'il soit établi en fonction des revenus.
2. Adapter le système de santé en y intégrant une politique globale de prévention.
3. Renforcer le rôle des pouvoirs publics dans l'organisation et le contrôle du système de santé pour contrebalancer le pouvoir des partenaires tarifaires.

Pourquoi c'est important :

- Garantir un accès solidaire et égalitaire au système de santé.
- Rendre le système plus efficace et moins coûteux à long terme.
- Avoir un système plus juste et transparent.

Maîtrise des coûts de la santé

Propositions

1. Transparence sur les coûts de la santé :
 - clarifier la fixation des prix des actes médicaux et vulgariser le langage technique. Expliciter le libellé de chaque acte médical ;
 - obtenir des informations claires et transparentes pour comprendre l'augmentation des primes individuelles.
2. Créer un organe de supervision institutionnel pour identifier et proposer des pistes de réduction des coûts. Cet organe serait composé de professionnels de la santé indépendants (c'est-à-dire exempt de conflit d'intérêts), incluant également des représentants des trois parties prenantes clés – assureurs, prestataires de soins, patients/citoyens –, ainsi que des experts neutres, afin de définir les stratégies de diminution des coûts avec des objectifs clairs.
3. Caisse publique ou unique, deux options :
 - bénéficier d'une caisse publique en complément des caisses privées (soit sans actionnaires, l'État en serait propriétaire), dont le but ne serait pas de faire du bénéfice, tout en laissant le choix au citoyen et en permettant une concurrence potentielle ;
 - une caisse publique unique, financée par des cotisations individuelles, opérant en situation de monopole et engendrant la disparition des caisses privées pour l'assurance de base uniquement.
4. Revisiter les prestations de soins prises en charge par l'assurance de base: réviser et adapter la liste des médecines complémentaires prises en charge en rapport avec les avancées scientifiques.
5. Plafonner les prix des médicaments afin de refléter leur coût réel de production et prévenir la pénurie de certains d'entre eux.

Pourquoi c'est important :

- Endiguer l'augmentation des primes.
- Continuer de bénéficier d'une médecine moderne et efficace.
- Favoriser la confiance et la responsabilité des différents acteurs.

Clé de répartition solidaire – responsabilisation individuelle

Propositions

1. Encourager la responsabilisation :
 - incorporer un système incitatif à avoir un mode de vie sain, par la promotion de la santé (physique et mentale) et par des mesures de prévention ;
 - par exemple, créer un système volontaire de récompenses sous forme de points sur des applications digitales, afin de développer l'aspect éducatif et intentionnel.
2. Harmoniser les primes d'assurance maladie au niveau fédéral, afin de garantir une solidarité nationale : à l'instar du prélèvement des cotisations AVS fonctionnant au niveau fédéral, adopter un système fédéral de prélèvement des primes. C'est important pour éliminer les inégalités concernant le montant des primes entre les cantons et rendre le système plus égalitaire, transparent et moins complexe, tout en réduisant des frais d'administration.
3. Financer le système de santé entièrement par les impôts :
 - la contribution au système de santé serait proportionnelle au revenu. Il n'y aurait plus de caisse maladie, ce qui reviendrait à une étatisation de la santé ;
 - l'État définit des objectifs de dépenses et de prévention pour le système de santé, revus annuellement.

Pourquoi c'est important :

- Garantir un système plus solidaire aux niveaux fédéral et financier.
- Maintenir une composante de responsabilité individuelle pour limiter les effets de l'aléa moral.*

Meilleur accès à l'information sur la santé

Propositions

1. Fournir une meilleure information aux citoyens au sujet du calcul des primes d'assurance maladie, des comptes et réserves des partenaires tarifaires, ainsi que des prix des médicaments et des prestations, et ce grâce à davantage de transparence de la part de l'ensemble des partenaires tarifaires.
2. Proposer une gestion de la santé moins axée sur l'économie de marché et fournir un accès inconditionnel à l'information.
3. Introduire un programme de promotion de la santé et du bien-être au niveau fédéral au sein de l'éducation obligatoire, ainsi qu'une formation sur la gestion administrative du système de santé (par exemple, des cours d'éducation civique).
4. Mieux informer sur l'accès aux différents services d'urgence, qu'ils soient publics ou privés, et instaurer une collaboration entre ces services.

Pourquoi c'est important :

- Accroître la confiance des citoyens dans notre système de santé.
- Fournir aux citoyens les informations nécessaires pour faire de meilleurs choix.
- Sensibiliser les citoyens à l'impact de la prévention sur la santé.

Conclusion

Ce manifeste est le fruit d'un travail délibératif et consensuel, mené dans le cadre d'ateliers, de discussions et d'échanges avec des expert·e·s (représentant·e·s du monde médical, des assurances maladie, du milieu académique et des patient·e·s). Nous y avons formulé des mesures concrètes pour rendre notre système de santé plus adéquat et transparent. Notre manifeste citoyen appelle à une transformation profonde : passer d'un système de soins à un véritable système de santé, centré sur la prévention et la solidarité à l'échelle nationale. Les mesures proposées visent un impact concret sur le bien-être collectif, tout en promouvant une approche holistique de la santé, considérant le·la patient·e dans sa globalité.

Par cette contribution, nous souhaitons participer à la construction d'un système de santé plus juste, solidaire et durable pour toutes et tous. Ces propositions, remises à la Fondation Leenaards, reflètent un engagement citoyen fort que nous espérons voir devenir un moteur de changement.

Morges, La Longeraie
Samedi 21 septembre 2024

Signatures des participantes et participants*

Vera Banjas	Gabriela Pesaresi
Jolan Cognet	Tatjana Poretti
Thierry Dumont	Merita Redzepi
Annie Dupraz	Francesco Lopes
Paolo Gradassi	Rita Lo Priore
Elisa Hodza	Loredana Saltini
Iva Nanchen	Ibraim Zili
Arnolda Neven	Guy-François Zufferey

* Une partie des participant·e·s, bien qu'en accord avec le contenu du manifeste, ont préféré ne pas le signer afin de préserver leur anonymat.

Forum citoyen mené par l'association Demoscan,
avec le soutien de la Fondation Leenaards



Les participant-e-s à ce forum citoyen se sont réuni-e-s durant trois journées (1^{er}, 2 juin et 21 septembre 2024) pour échanger et réfléchir sur le système de santé.



Retrouvez toutes les informations relatives à ce projet
de forum citoyen

www.leenaards.ch

**« Nous désirons participer
à la construction
d'un système de santé
plus juste, solidaire
et durable. »**

Impressum

Graphisme : Mina De Nuccio / Impression : AVD Goldach SA
Crédit photographique : pp. 4 et 14 Miguel Bueno / Illustration : p. 1 Adobe Stock



www.leenaards.ch